

le ministre a-t-il faites afin que les usines existantes de purification des eaux usées soient adaptées pour l'élimination du phosphore?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): A mon avis, monsieur l'Orateur, la meilleure façon de procéder serait d'englober tout cet aspect dans la loi des ressources en eau du Canada. Si le comité peut renvoyer ce bill à la Chambre afin que nous l'adoptions, ce sera, je pense, un moyen très utile de résoudre ce problème.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances, surtout parce qu'il y a tant d'autres ministres aujourd'hui qui violent la règle de l'assiduité établie par l'article 5 du Règlement de la Chambre des communes aujourd'hui. Le ministre a-t-il des preuves que des Canadiens font des dépôts considérables dans les banques aux ports des frontières américaines par crainte du Livre blanc et de l'avenir du Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question est irrégulière.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA PROPORTION DES MISES À PIED DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné l'inquiétude qui règne au sujet du chômage dans l'industrie de l'automobile à Oshawa et dans la région avoisante, le ministre nous dirait-il si cette situation est particulière à la région ou si elle se rencontre ailleurs au Canada et aux États-Unis?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Cafik: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. La question est d'un intérêt incontestable pour les gens de ma circonscription. Je prie Votre Honneur de permettre au ministre de répondre.

M. l'Orateur: Je me rends compte de l'importance de la question et de l'intérêt qu'elle suscite, mais c'est sa forme qui m'intrigue. Je ne voudrais pas empêcher le ministre de répondre à une question d'importance. Si les honorables représentants sont du même avis, il faut donner au ministre l'occasion de répondre.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur,

mon ministère surveille constamment la situation. La réduction de l'effectif de main-d'œuvre des fabriques d'automobiles n'est vraiment pas disproportionnée si on la compare à la situation aux États-Unis.

M. Cafik: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Ces gens en chômage, dans l'industrie de l'automobile, ont-ils droit à l'aide sociale en vertu du programme de prestations de transition?

L'hon. M. Pepin: Oui monsieur l'Orateur, ils y ont droit, aux termes de la loi sur l'assurance-chômage et du programme de prestations de transition. Les prestations atteignent dans certains cas, paraît-il, 95 p. 100 du salaire net.

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une question supplémentaire. N'est-il pas vrai que les trois dernières demandes de prestations, en vertu du programme de prestations de transition, dans la région d'Oshawa ont été rejetées?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question me paraît litigieuse.

M. A. D. Hales (Wellington): J'aurais une question supplémentaire à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Songerait-il à ramener le prix des automobiles canadiennes au même niveau qu'aux États-Unis en vue d'augmenter l'emploi?

L'hon. M. Pepin: Non, monsieur l'Orateur. D'autre part, je suis heureux de signaler que l'écart est en train de diminuer entre le prix départ usine aux États-Unis et le prix au Canada. L'an dernier, il était de 3.8 p. 100. Maintenant, il est rendu à 3.5 p. 100.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA RÉGRESSION DE L'EXCÉDENT COMMERCIAL AU COMPTE DES MARCHANDISES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre pourrait-il à la première occasion, à l'appel des motions, nous dire quelles mesures son ministère compte prendre pour parer à la baisse d'au-delà d'un demi-milliard de dollars qui s'est produite l'an dernier dans notre excédent commercial au compte des marchandises?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je doute que ce soit le cas, monsieur l'Orateur, mais comme j'ai l'habitude d'écrire au député lorsqu'il me pose des questions aussi ébouriffantes, je puis lui promettre une autre lettre qui sera au diapason de son observation.